



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT D'EXECUTION AU 31 DECEMBRE DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2019

Loi n° 2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019

MARS 2020

DEVELOPPEMENT DES SIGLES

AFS	:	Acompte Forfaitaire Spécial
ANDF	:	Agence Nationale du Domaine et du Foncier
CFPB	:	Contribution Foncière des Propriétés Bâties
CGI	:	Code Général des Impôts
DGDDI	:	Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DGTCP	:	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FNRB	:	Fonds National des Retraites du Bénin
FR	:	Fonds Routier
IBNC	:	Impôt sur les Bénéfices non Commerciaux
IFU	:	Identifiant Fiscal Unique
IRPP	:	Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
OHADA	:	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PC2D	:	Programme de Croissance pour un Développement Durable
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PPTÉ	:	Pays Pauvre Très Endetté
RFU	:	Régime Foncier Urbain
SICOPE	:	Système Intégré de Cotisation et des Pensions
SIGFiP	:	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	:	Système Informatisé de Gestion des Marchés Publics
SIPIBE	:	Système Informatique de Préparation Intégrée du Budget de l'Etat
SYDONIA	:	Système Douanier Automatisé
TAF	:	Taxe sur les Activités Financières
TDL	:	Taxe de Développement Local
TUCA	:	Taxe Unique sur les Contrats d'Assurance
TUTR	:	Taxe Unique sur les Transports Routiers
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VPS	:	Versement Patronal sur Salaires

Sommaire

RESUME EXECUTIF	5
1- Le budget de l'Etat	5
a- Recettes budgétaires.....	5
b- Dépenses budgétaires.....	6
c- Solde d'exécution budgétaire	6
2- Les opérations de trésorerie	6
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN DECEMBRE 2019	8
A- Environnements économiques international et régional.....	8
B- Matières premières et change.....	8
C- Environnement économique national au quatrième trimestre 2019	9
II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2019	12
A- Recettes budgétaires.....	12
A.1 Recettes des administrations financières.....	13
A.2 Recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)	17
A.3 Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et de la Caisse Autonome d'Amortissement	17
A.4 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	18
A.5 Autres recettes budgétaires	18
B- Dépenses budgétaires au 31 décembre 2019	19
B.1 Budget Général.....	20
B.2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics.....	23
B.3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	24
C- Solde budgétaire d'exécution au 31 décembre 2019	25
III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2019	25
A- Mobilisation des ressources	25
B- Exécution des charges de Trésorerie	26
IV. MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE L'ANNEE 2019	27
CONCLUSION	31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Évolution de la production industrielle	10
Tableau n° 2 : Indice global du chiffre d'affaires à fin décembre 2019.....	11
Tableau n° 3 : Indice global de l'emploi au quatrième trimestre 2019	12
Tableau n° 4: Evolution des réalisations des recettes brutes des administrations financières au 31 décembre 2018 et 2019.	13
Tableau n° 5 : Point du recouvrement des recettes de la DGDDI au 31 décembre 2018 et 2019	14
Tableau n° 6 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 décembre 2018 et 2019	15
Tableau n° 7 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 décembre 2018 et 2019	16
Tableau n° 8 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et de la CAA au 31 décembre 2018 et 2019	18
Tableau n° 9 : Evolution des réalisations des recettes des CAS au 31 décembre 2018 et 2019.....	18
Tableau n° 10: Récapitulatif de la mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 décembre 2018 et 2019 .	19
Tableau n° 11 : Engagements des dépenses ordinaires au 31 décembre 2018 et 2019	22
Tableau n° 12 : Engagements des dépenses en capital au 31 décembre 2019.....	23
Tableau n° 13 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation Spéciale au 31 décembre 2019.	24
Tableau n° 14 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 décembre 2019	25
Tableau n° 15 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 décembre 2019	25
Tableau n° 16 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2019.....	26
Tableau n° 17 : Tableau de financement d'exécution de la loi de finances, gestion 2019 à fin décembre 2019. ...	26
Tableau n° 18 : Liste des mouvements de crédits à fin décembre 2019 (en FCFA)	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1 : Evolution des réalisations brutes par régie à fin décembre 2018 et 2019.....	17
Graphique n° 2 : Dépenses par grande masse à fin décembre 2018 et 2019, en millions de FCFA.	24

RESUME EXECUTIF

• Contexte de déroulement de l'exécution budgétaire

L'exécution de la loi n° 2018-39 du 29 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 a été placée sous le signe, d'une gestion budgétaire prudente, maîtrisée et apaisée pour mieux aborder les priorités inscrites dans l'action gouvernementale.

Toutefois, elle restera dans l'histoire financière de la décennie précédente, une année spéciale en matière de la commande publique, car constatant la mise en œuvre effective et intégrale des dispositions du nouveau code des marchés publics et de ses décrets d'application par toutes les unités budgétaires, consécutivement à la nomination des organes de passation et de contrôle ainsi qu'à la mise en ligne des plans de passation des marchés sur la plateforme web de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics.

• Résultats de fin de gestion

Ainsi, dans la droite ligne de la politique de consolidation budgétaire impulsée par le Gouvernement depuis le début du quinquennat, les résultats obtenus au 31 décembre 2019, attestent à nouveau, de l'efficacité de la politique budgétaire mise en place. Les recettes budgétaires s'établissent à **1 221 632,1 millions de FCFA**, connaissant ainsi un accroissement de **5,9%** par rapport à l'année 2018, tandis que les dépenses budgétaires atteignent **1 220 964,5 millions de FCFA en engagement** et **1 176 873,6 millions de FCFA en ordonnancement** avec une consolidation des investissements, notamment sur financement intérieur.

Prenant en compte les opérations de trésorerie, à fin décembre 2019, les ressources de la loi de finances pour la gestion 2019 s'établissent à un montant de 1 857 573,2 millions de FCFA, correspondant à **98,9%** des prévisions annuelles. Quant aux charges, elles atteignent en engagement 1 768 685,2 millions de FCFA, correspondant à **94,2%** des autorisations de crédits et en ordonnancement 1 724 594,2 millions de FCFA, correspondant à un taux de **91,9%**.

L'exécution de la loi de finances 2019 au 31 décembre par grandes composantes se présente comme ci-après :

1- Le budget de l'Etat

a- Recettes budgétaires

A fin décembre 2019, les produits de recettes budgétaires ressortent globalement à 1 221 632,1 millions de FCFA, en hausse de 67 904,3 millions de FCFA, par rapport aux réalisations de 2018. Le taux d'accroissement des recettes ressort à 5,9%, traduisant ainsi les effets positifs des réformes et mesures à caractère administratif, organisationnel et structurel mises en œuvre aux fins de l'amélioration des recettes des unités financières.

Hors fonds de concours et recettes assimilées, les recettes fiscales et non fiscales enregistrées par les administrations financières au titre de l'année 2019 ressortent à **1 088 036,8 millions de FCFA**, représentant **97,8%** de l'objectif de **1 112 400 millions de FCFA** convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) pour l'année 2019.

b- Dépenses budgétaires

Globalement au 31 décembre 2019, les dépenses exécutées sur le budget général, le budget annexe du Fonds National des Retraites du Bénin et les comptes d'affectation spéciales atteignent **1 220 964,5 millions de FCFA** en engagement et **1 176 873,6 millions de FCFA** en ordonnancement, correspondant aux taux respectifs de 88,9% et 85,7% du plafond annuel de 1 373 041 millions de FCFA.

Comparativement à l'exécution à fin décembre 2018, les dépenses de l'année 2019 enregistrent une légère baisse en lien avec les difficultés de contractualisation observées les premiers mois de l'année quant à l'application des dispositions du nouveau code des marchés publics.

c- Solde d'exécution budgétaire

Les opérations budgétaires dégagent à fin décembre 2019 un solde budgétaire global excédentaire de **44 758,5 millions de FCFA** contre une prévision déficitaire de **161 139 millions de FCFA** et un déficit de 98 091,1 millions de FCFA en 2018. Ce résultat illustre, l'efficacité du dispositif mis en place par le Gouvernement pour aligner davantage l'exécution budgétaire sur la trésorerie de l'Etat aux fins de renforcer la crédibilité de l'Etat dans le respect des engagements pris avec ses partenaires.

2- Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie atteignent à fin décembre 2019, **635 941,1 millions de FCFA** sur une prévision de 665 641 millions de FCFA. Les tirages portent essentiellement sur les émissions de bons du trésor (101 093 millions de FCFA) et d'obligations internationales pour un montant de 325 000 millions de FCFA.

Les charges de trésorerie, quant à elles, ont été assurées à concurrence de **547 720,6 millions de FCFA**, en baisse de 197 646,5 millions de FCFA par rapport à leur niveau de fin décembre 2018. Ce recul s'explique en grande partie par l'absence en 2019 d'opérations spécifiques telles que le reprofilage de la dette effectué en 2018.

Atténué par le solde budgétaire global excédentaire, le besoin de financement de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2019 s'établit à fin décembre, à la somme de **502 962,1 millions de FCFA**. Les ressources de financement ayant atteint **635 941,1 millions de FCFA**, ce besoin de financement est entièrement couvert et le solde global de financement ressort excédentaire à **132 979 millions de FCFA**.

INTRODUCTION

L'exécution à fin décembre 2019 de la loi n° 2018-39 du 29 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 affiche des résultats qui établissent la durabilité des effets des réformes engagées depuis le début du quinquennat 2016-2021 et l'efficacité de la politique budgétaire en cours de mise en œuvre.

L'amélioration continue du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, le succès dans la mobilisation des ressources de financement adaptées à la politique budgétaire, la tendance baissière du déficit budgétaire et l'amorce d'une phase d'excédent budgétaire pour compter des résultats de l'exécution budgétaire 2019 attestent de la qualité des options prises par le Gouvernement depuis 2016 pour le redressement de l'économie nationale et l'assainissement des finances publiques.

Le présent rapport dont la rédaction et la publication participe de la mise en œuvre de la transparence de la gouvernance financière publique, expose dans un premier temps, la conjoncture économique à fin décembre 2019 et retrace dans un second temps, le détail des résultats de l'exécution budgétaire et des opérations de trésorerie à la même date.

Les différentes données utilisées sont présentées en annexe au format des classifications obligatoires définies par la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances.

I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN DECEMBRE 2019

A- Environnements économiques international et régional

Après un troisième trimestre marqué par le ralentissement de l'activité manufacturière et une montée des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, il est observé à la fin du quatrième trimestre 2019 des signes d'un redressement timide de l'activité manufacturière et du commerce mondial. Les aléas pesant sur l'activité mondiale au troisième trimestre 2019 sont légèrement orientés à la baisse au dernier trimestre de l'année 2019. Ainsi, d'après le dernier rapport publié en janvier 2020 par le Fonds Monétaire International (FMI) sur les Perspectives Economiques Mondiales (PEM), la croissance économique mondiale en 2019 s'est affichée à 2,9%, soit une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019. De même, les projections de croissance faites pour les années 2020 et 2021 indiquent respectivement une révision à la baisse de 0,1 point et 0,2 point de pourcentage, soit une croissance mondiale qui devrait s'établir à 3,3% en 2020 et 3,4% en 2021.

Aux États-Unis, l'activité économique est restée robuste au quatrième trimestre 2019. Selon le FMI, la croissance économique est estimée à 2,3%. Aussi, les projections de croissance pour 2020 et 2021 tablent-elles respectivement sur 2% et 1,7%.

Dans la Zone Euro, le rythme de l'activité économique est resté modéré. La croissance économique est estimée à 1,2% en 2019 et devrait s'accélérer pour s'établir à 1,3% en 2020 puis à 1,7% en 2021.

En Chine, la croissance économique passerait, selon le FMI, de 6,1% en 2019 à 6% en 2020 puis à 5,8% en 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait s'affermir à 3,5% en 2020 et 2021 contre une estimation de 3,3% en 2019.

Au Nigéria, l'activité économique est restée robuste au quatrième trimestre de l'année 2019. Ainsi, le FMI estime la croissance économique à 2,3% en 2019. Pour 2020 et 2021, les projections demeurent inchangées à 2,5%.

B- Matières premières et change

Au quatrième trimestre 2019, le cours du **coton** a enregistré une hausse sur le marché international. En effet, l'indice Cotlook s'est établi à une valeur moyenne de 74,50 cents/lb contre 72,44 cents/lb au trimestre précédent, soit une hausse de 2,8%. En glissement annuel, il est observé une baisse de 13,5%.

Le prix du **riz thaïlandais** s'est établi en moyenne à 259 492 FCFA la tonne contre 250 972 FCFA le trimestre précédent, soit un accroissement de 3,4%. En glissement annuel, le cours du riz thaïlandais en FCFA a enregistré une hausse de 8,3%.

Au cours du trimestre sous revue, le cours mondial de l'**huile de palme** a connu un accroissement sensible. Il s'est affiché en moyenne à 403 692 FCFA la tonne contre 336 508 FCFA la tonne le trimestre précédent, soit une hausse de 20,0%. En comparaison à la même période de l'année 2018, il est enregistré une progression de 26,6%.

Le cours du **baril de Brent** a affiché une valeur moyenne de 63,01 dollars US contre 62,31 dollars US le trimestre précédent, soit une hausse de 1,1%. En glissement annuel, il est observé une baisse de 11,4%. Ces résultats sont en lien avec l'optimisme du marché avec la signature d'un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine.

Sur le marché des changes, le dollar américain est évalué en moyenne à 592,52 FCFA au cours de la période sous revue contre 589,97 FCFA le trimestre précédent, soit une hausse de 0,4%. Par rapport à un an plus tôt, le cours du dollar américain a enregistré un accroissement de 3,1%.

Le cours de la **monnaie nigériane** est ressorti en moyenne à 1,972 FCFA au quatrième trimestre 2019 contre 1,962 FCFA le trimestre précédent et 1,913 FCFA un an plus tôt, soit des hausses respectives de 0,5% et 3,1% en variation trimestrielle et en glissement annuel.

Au dernier trimestre 2019, la valeur de la **monnaie chinoise** est ressortie en moyenne à 84,09 FCFA contre 84,11 FCFA le trimestre précédent, soit une légère baisse de 0,02%. En glissement annuel, il est observé une hausse de 1,2%. Cette quasi-stabilité de la valeur de la monnaie chinoise est en lien avec l'optimisme des marchés sur la signature d'un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine.

C- Environnement économique national au quatrième trimestre 2019

L'activité économique au plan national est analysée à travers les indicateurs tels que : la production agricole, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI), l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA), l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

Les données disponibles du **secteur agricole** au début du mois de février 2020 indiquent que le niveau de la production agricole attendu, au cours de la campagne 2019-2020 serait en hausse par rapport à celui de la campagne 2018-2019. En effet, la production du coton à la campagne 2019-2020 atteindrait 732 273 tonnes contre 678 000 tonnes la campagne précédente, soit une hausse de 8,0%. Le niveau de production des céréales s'afficherait à 2 177 783 tonnes pour la campagne 2019-2020 contre 2 109 384 tonnes pour la campagne 2018-2019, soit une hausse de 3,2%. S'agissant des racines et tubercules, des cultures maraichères et des légumineuses, il serait observé respectivement des accélérations de 2,8%, 1,2% et de 0,6% en comparaison à la campagne 2018-2019.

Tableau n° 1 : Évolution de la production industrielle

Spécifications	Production 2018-2019 (tonnes)	Production attendue 2019-2020 (tonnes)	Variation (%)
Céréales	2 109 384	2 177 783	3,2
Racines et tubercules	7 742 026	7 955 450	2,8
Légumineuses	488 967	492 082	0,6
Cultures maraîchères	716 919	725 708	1,2
Coton	678 000	732 273	8,0

Source : MAEP, février 2020

Au quatrième trimestre 2019, les ventes d'électricité se sont affichées à 531.390 780 Kwh contre 438.648 023 Kwh le trimestre précédent, soit un accroissement de 21%. En glissement annuel, elles enregistrent une augmentation de 58%. Ces tendances résultent de la dynamique de l'augmentation de l'offre énergétique disponible.

Le niveau de production des industries cimentières a atteint 613 021 tonnes contre 576 253 tonnes au trimestre précédent, soit une hausse de 6,4%. En glissement annuel, la production du ciment a enregistré un accroissement de 16,3%.

Au quatrième trimestre de l'année 2019, la production industrielle s'est globalement améliorée par rapport au trimestre précédent. Cette bonne performance est portée par les industries chimiques et du gaz (7,5%), les industries cimentières (6,4%) et les industries textiles (2,6%).

En glissement annuel, la production industrielle s'est accrue. Cette hausse est en lien avec les bonnes performances des industries textiles (55,1%) et cimentières (16,3%).

L'activité économique dans les grandes entreprises au quatrième trimestre 2019, mesurée par l'**indice du chiffre d'affaires (ICA)**, indique une bonne performance. En variation trimestrielle, l'indicateur affiche une embellie de 3,7%, principalement tirée par les branches de « Activités de fabrication (15,5%) », « Transports, activités des auxiliaires de transport et communications (6,9%) » et « Production et distribution d'électricité (10,0%) ». En glissement annuel, l'ICA a enregistré une hausse de 7,3%, notamment portée par les branches de « Construction (BTP) (304,2%) », « Production et distribution d'électricité (82,9%) » et « Hôtels et restaurants (89,9%) ».

Tableau n° 2 : Indice global du chiffre d'affaires à fin décembre 2019

	4 ^{ème} trimestre 2018 (3)	3 ^{ème} trimestre 2019 (2)	4 ^{ème} trimestre 2019 (1)	Variation (1) par rapport (2) (en %)	Variation (1) par rapport (3) (en %)
Agriculture, Pêche et Élevage	82,0	98,4	101,6	3,3	23,9
Activités extractives	73,4	55,7	105,1	88,6	43,2
Activités de fabrication	121,0	103,2	119,2	15,5	-1,5
Production et distribution d'électricité	77,4	128,7	141,6	10,0	82,9
Construction (BTP)	55,0	198,0	222,4	12,3	304,2
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	108,1	100,6	82,6	-17,9	-23,6
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	103,0	90,8	97,1	6,9	-5,7
Banques	100,3	86,6	100,2	15,7	-0,1
Assurances	572,0	182,1	186,2	2,3	-67,4
Hôtels et restaurants	83,5	128,2	158,5	23,6	89,9
Immobilier, locations et services aux entreprises	147,6	132,2	139,2	5,3	-5,7
Activités de santé et d'action sociale	142,3	89,3	106,3	19,0	-25,3
Activités à caractère collectif ou personnel	122,8	102,6	106,0	3,4	-13,7
INDICE GLOBAL	112,6	116,5	120,8	3,7	7,3

Source : DPC/DGAE, janvier 2020

L'**Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)** du mois de décembre 2019 est ressorti à 101,5 contre 102,3 au mois de novembre 2019, soit une baisse de 0,8%. Cette évolution provient notamment de la baisse des prix des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,5%). Le recul des prix au niveau de cette fonction résulte principalement des « légumes frais en feuille (-21,8%) », « fruits (-15,2%) » et « poissons frais (-7,3%) ».

A fin décembre 2019, le taux d'inflation, suivant la définition adoptée dans l'espace UEMOA, s'est affiché à -0,9%, l'inscrivant au-dessous de la norme de 3% préconisée par l'Union.

Au quatrième trimestre 2019, le **niveau de l'emploi** dans les grandes entreprises s'est globalement amélioré par rapport au troisième trimestre et à un an plus tôt. En effet, l'indice global de l'emploi dans les grandes entreprises a affiché une hausse 4,1% en variation trimestrielle, émanant principalement

des branches de « Production et distribution d'électricité (44,9%) », « Construction/BTP (9,8%) » et « Hôtels et restaurants (89,9%) ». En comparaison au même trimestre de l'année dernière, cet indicateur indique un accroissement de 1,1% tiré notamment par les branches de « Production et distribution d'électricité (48,3%) », « Construction (BTP) (47,1%) » et « Hôtels et restaurants (28,5%) ».

Tableau n° 3 : Indice global de l'emploi au quatrième trimestre 2019

	4 ^{ème} trimestre 2018 (3)	3 ^{ème} trimestre 2019 (2)	4 ^{ème} trimestre 2019 (1)	Variation (1) par rapport (2) (en %)	Variation (1) par rapport (3) (en %)
Agriculture, Pêche et Élevage	32,2	37,9	38,7	2,2	20,3
Activités extractives	108,2	106,9	84,2	-21,2	-22,1
Activités de fabrication	114,5	109,2	94,4	-13,5	-17,6
Production et distribution d'électricité	99,5	101,8	147,5	44,9	48,3
Construction (BTP)	107,3	143,8	157,9	9,8	47,1
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	99,1	99,1	100,5	1,3	1,4
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	105,9	98,6	95,7	-2,9	-9,7
Banques	98,0	96,6	96,6	0,0	-1,5
Assurances	108,7	101,6	100,6	-1,1	-7,5
Hôtels et restaurants	80,8	87,9	103,8	18,1	28,5
Immobilier, locations et services aux entreprises	148,5	105,7	104,3	-1,3	-29,8
Activités de santé et d'action sociale	99,8	103,3	101,6	-1,6	1,8
Activités à caractère collectif ou personnel	197,3	206,3	196,1	-5,0	-0,6
INDICE GLOBAL	109,0	105,8	110,1	4,1	1,1

Source : DPC/DGAE, janvier 2020.

II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2019

A- Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires brutes de l'Etat s'établissent à fin décembre 2019 à **1 221 632,1 millions de FCFA**, en accroissement de 5,9% par rapport aux réalisations à fin décembre 2018. Cet accroissement des produits de recettes, quoique faible par rapport à l'accélération notée à fin décembre 2018 (15,1%) traduit d'une part, la durabilité des effets des réformes engagées par le

Gouvernement depuis le début du quinquennat 2016-2021 et d'autre part, la résilience de l'économie nationale face aux différents chocs.

Nettes des fonds de concours et recettes assimilées, les réalisations de recettes fiscales et non fiscales au titre de l'année 2019 ressortent à **1 088 036,8 millions de FCFA**, représentant **97,8%** de l'objectif de **1 112 400 millions de FCFA** convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) pour l'année 2019. Ce léger écart de réalisation de 2,2% est imputable au recul de performance enregistré au niveau des recettes de portes (-6,6% par rapport à la performance de l'année 2018).

Par composante, les recettes budgétaires se présentent comme suit :

A.1 Recettes des administrations financières

A fin décembre 2019, les produits de recettes brutes enregistrés par les services de la Douane, des Impôts et du Trésor s'établissent à **1 060 994,4 millions de FCFA**, correspondant à un taux de recouvrement de 100,6% et affichant un accroissement de 0,5%, en rapport avec les réalisations de l'année 2018.

Par régie financière, les recouvrements de produits de recettes au 31 décembre 2019 sont récapitulés dans le tableau n° 4 ci-après :

Tableau n° 4: Evolution des réalisations des recettes brutes des administrations financières au 31 décembre 2018 et 2019.

En millions de FCFA								
Régies	Prévision Annuelle 2018	Réalisations (a)	Taux (%)	Prévision Annuelle 2019	Réalisations (b)	Taux (%)	Ecart (b)-(a)	Taux (%)
Douanes	400 500	378 869,3	94,6	436 500	384 269,9	88,0	5 400,6	1,4
Impôts	473 400	514 667,6	108,7	502 600	540 990,2	107,6	26 322,6	5,1
Trésor	106 084	162 159,3	152,9	115 580	135 734,3	117,4	- 26 425,0	- 16,3
Total	979 984	1 055 696,2	107,7	1 054 680	1 060 994,4	100,6	5 298,3	0,5

Source: DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, janvier 2020

Les éléments explicatifs des performances réalisées par régie financière se présentent ainsi qu'il suit :

A.1.1 Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes brutes recouvrées par la DGDDI à fin décembre 2019 s'établissent à **384 269,9 millions de FCFA**, en hausse de **5 400,6 millions de FCFA**, représentant un accroissement de 1,4% par rapport aux produits de recettes douanières enregistrés à fin décembre 2018.

Cette progression des produits de recettes de la douane, en dépit des chocs exogènes enregistrés au cours de l'année 2019 est facilitée, entre autres, par les effets positifs de la lutte contre le déversement frauduleux de marchandises en liaison avec la mise en place du suivi électronique des marchandises en transit par Bénin Control (Traking) et de l'intensification de la lutte contre la fraude douanière et l'évasion fiscale. Les produits porteurs de cette performance douanière sont notamment : (i) le fer ; (ii) les hydrocarbures ; (iii) les poissons congelés ; (iv) les herbicides ; (v) les pâtes alimentaires ; (vi) les concentrés de tomates, etc.

Outre, les chocs exogènes, la performance des services de la douane a été négativement impacté par (i) les effets des réformes agraires entreprises par le Nigéria, dans la perspective de l'atteinte de l'objectif d'autonomisation alimentaire, avec l'installation d'usines locales de production d'un certain nombre de produits manufacturés et (ii) l'autorisation de l'importation via les ports du Nigéria de certains produits.

En termes de perspectives pour une meilleure performance en 2020, la DGDDI devra renforcer sa collaboration avec les services des impôts puis consolider le cadre de partenariat douane-secteur privé. De même l'utilisation de la valeur transactionnelle devra être étendue à toutes les unités douanières. Dans le même cadre, les efforts en matière de lutte contre la fraude devront se poursuivre.

Par nature de droits et taxes, les recouvrements effectués par les services de la DGDDI au titre de l'année 2019 sont retracée dans le tableau n° 5 ci-dessous.

Tableau n° 5 : Point du recouvrement des recettes de la DGDDI au 31 décembre 2018 et 2019

Nature des recettes	En millions de FCFA						
	2018			2019			Ecart (b-a)
	Prévision Annuelle	Réalisations (a)	Taux (%)	Prévision Annuelle	Réalisations (b)	Taux (%)	
I- Recettes fiscales	397 000	374 331,3	94,3	433 000	380 466,0	87,9	6 134,7
1- Impôt et taxes intérieurs sur les biens et services	157 930	168 850,3	106,9	187 530	172 942,0	92,2	4 091,7
2- Droits et taxes à l'importation	180 551	167 639,0	92,8	201 109	162 883,0	81,0	- 4 756,0
3- Droits et taxes à l'exportation	13 254	11 207,0	84,6	10 925	12 649,0	115,8	1 442,0
4- Autres recettes fiscales	45 265	26 635,0	58,8	33 436	31 992,0	95,7	5 357,0
II-Recettes non fiscales	3 500	4 538,0	129,7	3 500	3 804,0	108,7	- 734,0
Total général	400 500	378 869,3	94,6	436 500	384 270,0	88,0	5 400,7

source : DGB, sur la base des informations fournies par la DGDDI, janvier 2020

A.1.2 Direction Générale des Impôts (DGI)

Les produits de recettes brutes recouvrées par la DGI pendant l'année budgétaire 2019 se chiffrent à **540 990,2 millions de FCFA**, correspondant à un taux de recouvrement de 107,6% et sont en hausse de **26 322,6 millions de FCFA** par rapport à l'année 2018.

L'amélioration continue ces dernières années des produits de recettes de la DGI traduit non seulement l'efficacité des réformes mises en place à partir de l'année 2016 en matière de modernisation de l'administration fiscale mais également la durabilité de leurs effets. Ces réformes sont, entre autres, i) la mise en exploitation de la plateforme d'échanges de données entre la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale du Budget ; ii) la mise en place des Machines Electroniques Certifiées de Facturation (MECeF) pour une meilleure collecte de la TVA ; iii) la mise en œuvre des télé procédures ; v) l'introduction de nouveaux impôts et taxes notamment la contribution sur les ventes des services de communication électronique sur les réseaux ouverts au public, la taxe pour le développement du sport, etc.

Ces réformes ont impacté positivement la collecte des impôts et taxes, notamment : (i) les impôts sur les revenus non salariaux, en particulier l'impôt sur les sociétés (128%) et l'AIB intérieur (131,1%) ; (ii) les impôts sur les revenus salariaux, tirés par l'IRPP sur salaire privé avec un taux de mobilisation de 108,44% des prévisions ; (iii) l'impôt sur les biens et services notamment la taxe sur les activités financières (115,2%) et la taxe sur les boissons (99,1%); (iv) les impôts sur les propriétés (816,8%) imputables à la bonne tenue des droits d'enregistrement, en lien avec la suppression de l'enregistrement gratuit des contrats de marchés et des bons de commande.

La situation des recouvrements des recettes de la DGI, par nature d'impôt, est retracée dans le tableau n° 6 ci-dessous.

Tableau n° 6 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 décembre 2018 et 2019

En millions de FCFA							
Natures des Recettes	Prévision annuelle 2018	Réalisations (a)	Taux (%)	Prévision annuelle 2019	Réalisations (b)	Taux (%)	Ecart (b-a)
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	143 800	135 634,3	94,3	154 129	164 586,5	106,8	28 952,2
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	72 900	73 292,9	100,5	74 980	79 967,2	106,7	6 674,3
3- Impôts sur les Biens et Services	251 200	300 465,5	19,6	268 192	280 450,0	104,6	- 20 015,5
4- Impôts sur la Propriété	1 500	565,6	37,7	1 300	10 617,9	816,8	10 052,3
5- Autres Recettes Fiscales	4 000	3 542,1	8,6	4 000	4 147,3	103,7	605,3

6- Recettes Fiscales Diverses (Majorations et Pénalités)	-	1 061,2	-	1 168,0	106,9		
7- Recettes Non Fiscales (Loyers d'Immeubles)	-	106,0	-	53,2	-52,8		
TOTAL	473 400	514 667,5	108,7	502 600	540 990,2	107,6	26 322,7

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, janvier 2020

A.1.3 Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Les recettes recouvrées par la DGTCP au titre de l'année 2019 s'élèvent à **135 734,3 millions de FCFA**, correspondant à un taux de recouvrement de 117,4%. Ce niveau de recouvrement est atteint grâce notamment au bon rendement des droits et frais administratifs (140,2%), des amendes et condamnations pécuniaires (1294,4%), des recettes exceptionnelles (153,3%) et des autres produits divers (113,6%).

Le glissement négatif de **26 425 millions de FCFA** observé s'explique principalement par l'absence en 2019 de recouvrement de recettes exceptionnelles liées aux redevances de fréquences, comme ce fut le cas au cours de l'année 2018 auprès de l'opérateur SPACETEL BENIN pour un montant de près de 70 000 millions de FCFA.

La situation des recouvrements de la DGTCP, par nature de droit, est retracée dans le tableau n° 7 ci-dessous.

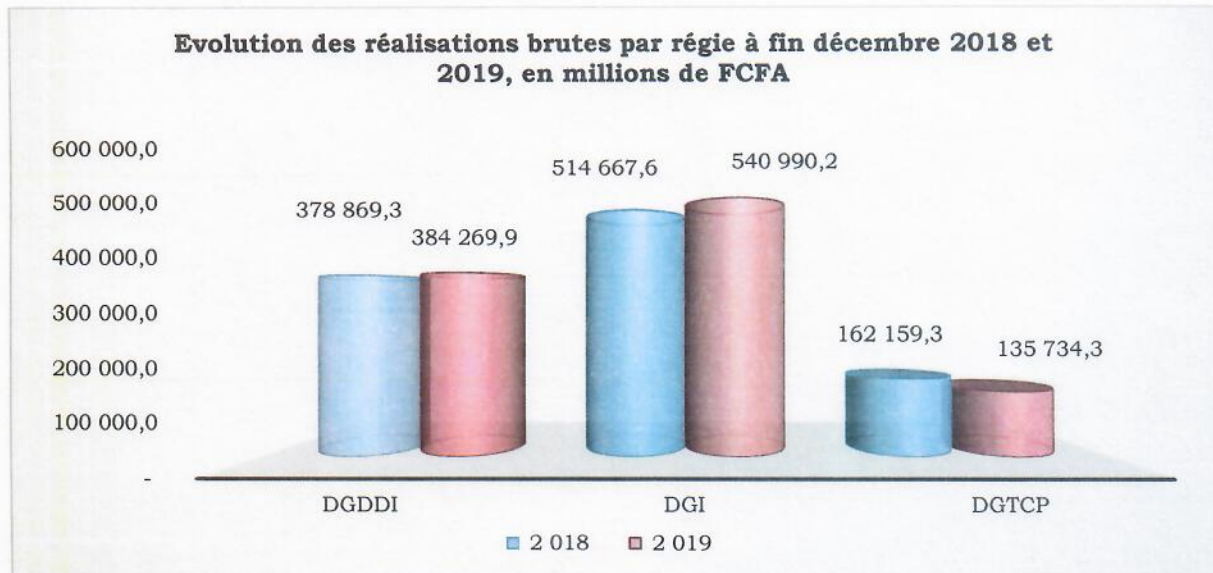
Tableau n° 7 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 décembre 2018 et 2019

En millions de FCFA							
Nature des recettes	Prévisions annuelles 2018	Réal. au 31 décembre 2018 (a)	Taux de réalisation en (%)	Prévisions annuelles 2019	Réal. au 31 décembre 2019 (b)	Taux de réalisation en (%)	Ecart (b-a)
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	1 778	1 142,5	64,3	2 083	1 176,0	56,5	33,5
2- Droits et Frais Administratifs	4 480	4 768,0	106,4	4 741	6 646,1	140,2	1 878,1
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	181	171,5	94,8	190	2 460,1	1 294,4	2 288,5
4- Produits Financiers	4 830	9 386,2	194,3	8 500	7 938,5	93,4	- 1 447,8
5- Autres Recettes Non Fiscales	53 632	117 656,4	219,4	58 664	54 056,5	92,1	- 63 600,0
6- Recettes Exceptionnelles	41 183	29 034,7	70,5	41 402	63 457,3	153,3	34 422,6
Total	106 084	162 159,3	152,9	115 580	135 734,3	117,4	- 26 424,9

Source: DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, janvier 2020

Le graphique n°1 ci-après montre l'évolution des produits de recettes collectés par les régies financières au cours des années 2018 et 2019.

Graphique 1 : Evolution des réalisations brutes par régie à fin décembre 2018 et 2019



Source : DGB, sur la base des données fournies par les administrations financières, janvier 2020.

A.2 Recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)

Les produits de recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier à fin décembre 2019 se chiffrent à **1 883 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle de **5 000 millions de FCFA**. Ils sont constitués des frais de mutation, de délivrance de duplicata, de délivrance d'états descriptifs, d'attestation et des débours pour la délivrance des Titres Fonciers. Ils sont en accroissement de 32% par rapport aux réalisations à fin décembre 2018.

A.3 Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et de la Caisse Autonome d'Amortissement

Les recettes du **Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB)** sont constituées des cotisations sur salaires et des recettes issues des validations de service. A fin décembre 2019, elles s'établissent à **43 119,9 millions de FCFA**, en hausse de 1 973,8 millions de FCFA par rapport aux réalisations de l'année 2018. Il correspond à un accroissement de 4,8%, lié principalement aux effets induits des paiements de rappels sur salaires et des glissements catégoriels sur les cotisations des affiliés.

La **Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)** a recouvré au titre de l'année 2019 un montant de **10 157,2 millions de FCFA**, correspondant à un taux de **253,9%**. Ce niveau de réalisation des recettes de la CAA s'explique par les recouvrements exceptionnels des créances sur le Port Autonome de Cotonou

et sur la Société Béninoise d'Énergie Électrique ainsi que des produits de bonification exceptionnels de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

Le tableau n° 8 ci-dessous résume les réalisations à fin décembre 2018 et 2019 des recettes du FNRB et de la CAA.

Tableau n° 8 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et de la CAA au 31 décembre 2018 et 2019

En millions de FCFA			
Nature des Ressources	2019		
	Prévision Annuelle	Réal. au 31 Décembre (b)	TAUX (%)
F N R B	51 000	43 119,9	84,5
C A A	4 000	10 157,2	253,9
TOTAL	55 000	53 277,1	96,9

Source: DGB, sur la base des données fournies par le FNRB et la CAA, janvier 2020

A.4 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Les recettes des Comptes d'Affectation Spéciale à fin décembre 2019, s'établissent à **7 811,2 millions de FCFA** correspondant à un taux de réalisation de 48,8% sur une prévision annuelle de 16 000 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 4 953 millions de FCFA par rapport aux réalisations des recettes de l'année 2018. Le tableau n° 9 ci-après retrace le détail des réalisations.

Tableau n° 9 : Evolution des réalisations des recettes des CAS au 31 décembre 2018 et 2019

En millions de FCFA						
Comptes d'affectation spéciale	2018			2019		
	Prév. Annuelle	Réal. au 31 décembre	Taux (%)	Prév. Annuelle	Réal. au 31 décembre	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	16 000	2 120,2	13,3	16 000	7 811,2	48,8
Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME)	1300	738,0	56,8	0	0,0	
Total	17 300	2 858,2	16,5	16 000	7 811,2	48,8

Source: DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, janvier 2020

A.5 Autres recettes budgétaires

Les autres recettes budgétaires constituées des dons budgétaires et des produits des fonds de concours et recettes assimilées sont encaissés, à fin décembre 2019, pour un montant de **97 666,4 millions de FCFA**, dont

30 823,9 millions de FCFA pour les dons (Banque Africaine de Développement : 1 263,9 millions de FCFA et Banque Mondiale : 29 560,01 millions de FCFA) et 66 842,5 millions de FCFA au titre des fonds de concours sur une prévision annuelle de 81 222 millions de FCFA, correspondant à un taux d'encaissement de **120,2%**. Elles sont en hausse de 52 962,9 millions de FCFA par rapport aux encaissements de 2018.

Le tableau n° 10 ci-dessous présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin décembre 2018 et 2019.

Tableau n° 10 : Récapitulatif de la mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 décembre 2018 et 2019

En millions de FCFA						
	2018			2019		
	Prév. Annuelle	Réal. au 31 décembre	Taux (%)	Prév. Annuelle	Réal. au 31 décembre	Taux (%)
Dons budgétaires	15 800	16 008,0	101,3	13 700	30 823,9	224,99
Fonds de concours et recettes assimilées	65 700	28 695,5	43,7	67 522	66 842,5	99,0
Total	81 500	44 703,5	54,9	81 222	97 666,4	120,2

Source: DGB, sur la base des données fournies par la CAA, janvier 2020

B- Dépenses budgétaires au 31 décembre 2019

L'exécution des dépenses au cours de l'année 2019 s'est déroulée dans le respect des principes de gestion budgétaire et comptable définis dans le cadre de l'assainissement de la gestion financière publique. En effet, pendant la période sous revue, les engagements de dépenses sont faits en fonction du rythme de recouvrement des recettes et la gestion budgétaire orientée vers l'efficacité de l'action publique à travers : la rationalisation du fonctionnement des unités administratives, la consolidation des dépenses d'investissement et la poursuite des mesures visant la maîtrise de la progression de la masse salariale.

En termes d'orientations de gestion, les crédits budgétaires ont été consacrés, comme prévu dans la loi de finances, à l'accélération de la mise en œuvre des programmes sociaux, à la poursuite et à l'achèvement des chantiers ouverts dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement, au transfert dans les délais, des ressources aux collectivités locales, etc.

Dans l'ensemble, les dépenses engagées sur le budget général, le budget annexe du Fonds National des Retraites du Bénin et sur les comptes d'affectation spéciale atteignent à fin décembre 2019 un montant de **1 220 964,5 millions de FCFA**, correspondant à un taux de consommation de 88,9% des prévisions de dépenses de l'année. Elles enregistrent une légère

baisse comparativement au niveau atteint à fin décembre 2018, en raison des difficultés de contractualisation observées au premier semestre de l'année quant à l'application des dispositions du nouveau code des marchés publics. Les titres ordonnancés s'établissent quant à eux à **1 176 873,6 millions de FCFA** représentant 85,7% des prévisions annuelles, soit 96,4% des dépenses engagées.

L'exécution détaillée des dépenses budgétaires par nature économique et par type de budget se présente comme ci-après :

B.1 Budget Général

B.1-1 Dépenses ordinaires

Sont classées comme dépenses ordinaires au sens de la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, les dépenses de personnel, les charges financières de la dette, les dépenses d'acquisitions de biens et services, les dépenses de transfert courant et les dépenses en atténuation de recettes.

Pour l'année 2019, les dépenses ordinaires sont engagées et ordonnancées respectivement à hauteur de **775 568,4 millions de FCFA** et **762 454,4 millions de FCFA**, correspondant à des taux de consommation de 94,1%, base engagement et 92,5% base ordonnancement. Ceci traduit une hausse de 23 861,3 millions de FCFA en engagement et de 35 024,3 millions de FCFA en ordonnancement, par rapport aux niveaux atteints à fin décembre 2018.

B.1.1.1 Charges financières de la dette publique

L'exécution des charges financières de la dette publique à fin décembre 2019 est conforme au calendrier de remboursement du service de la dette. Elle s'établit en ordonnancement à **139 372,7 millions de FCFA**, soit **90,6%** des prévisions annuelles et se décompose comme suit :

- ✓ charges financières de la dette intérieure : **106 796,9 millions de FCFA**;
- ✓ charges financières de la dette extérieure : **32 575,8 millions de FCFA**.

B.1.1.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont engagées, à fin décembre 2019, à hauteur 367 036,6 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 374 750 millions de FCFA, soit une hausse de 11 097 millions de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 3,1% par rapport au niveau atteint à fin décembre 2018. En ordonnancement, elles se sont établies à **366 455,1 millions de FCFA** contre 354 848,1 millions de FCFA à fin décembre 2018. L'accélération enregistrée s'explique, entre autres, la bonification en gestion, sur décision du

Gouvernement, de l'enveloppe financière initiale destinée à l'apurement des rappels sur salaires.

En retraitant les données d'exécution des dépenses de personnel à fin décembre 2019 par l'intégration des subventions salariales à l'ORTB et à BB24, des dépenses de personnel du Fonds National des Retraites du Bénin et par l'exclusion des dépenses de personnel exécutées pour le compte des exercices antérieurs, la consommation des crédits de personnel s'établit, base ordonnancement, à **368 324,7 millions de FCFA**.

B.1.1.3 Dépenses d'acquisitions de biens et services

Les dépenses d'acquisitions de biens et services sont constituées de deux sous-catégories de dépenses à savoir : les dépenses d'achats de biens et services et les dépenses d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier. A la date du 31 décembre 2019, la consommation des crédits alloués à cette catégorie de dépenses s'est établie à **94 700 millions de FCFA**, base engagement, en baisse de 3 885,2 millions de FCFA, sous l'effet de la poursuite de la mutualisation des moyens des services et de l'application stricte du répertoire des prix de référence.

En ordonnancement, les dépenses d'acquisition de biens et services ressortent à 87 848,2 millions de FCFA représentant 92,7% des prévisions annuelles.

Le détail par rubrique des engagements de dépenses d'acquisitions de biens et services, se présente ainsi qu'il suit :

- *achats de biens et services : 87 266,8 millions de FCFA sur une prévision de 83 431 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 104,6%, contre 94.1% à la même date en 2018;*
- *acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier : 7 433,2 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 65,8% sur une prévision de 11 291 millions de FCFA.*

B.1.1.4 Dépenses de transfert

Les dépenses de transfert affichent en engagement à fin décembre 2019, un montant de **174 459,2 millions de FCFA et en ordonnancement la somme de 168 778,4 millions de FCFA** contre 176 455,6 millions de FCFA et 163 650,3 millions de FCFA, respectivement en engagement et en ordonnancement à fin décembre 2018. L'écart positif de montant **5 128,1 millions de FCFA** observé en ordonnancement en 2019 résulte du renforcement des interventions à caractère social du Gouvernement à travers : (i) le projet « Assurance pour le Renforcement du Capital Humain » (ARCH, le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), le renforcement des allocations universitaires, la gratuité dans le secteur de la santé, etc. Il en est de même du renforcement de l'autonomie financière des collectivités

locales à travers l'accroissement des ressources transférées par le biais du FADeC non Affecté.

Le détail des engagements de dépenses de transfert, au titre de la période sous revue, se présente comme ci-après :

- **subventions d'exploitation** : 68 494,8 millions de FCFA, sur une prévision de 77 076 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 88,9% contre 95,3% à la même période en 2018 ;
- **transferts courants** : 105 964,4 millions de FCFA sur une prévision de 124 041 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 85,4% contre 89,5% à la même période 2018.

Le détail des engagements de dépenses de transferts, par nature de dépenses, se présente comme retranscrit dans le tableau n° 11 ci-après :

Tableau n° 11 : Engagements des dépenses ordinaires au 31 décembre 2018 et 2019

Nature des dépenses	2018			2019			ECARTS	
	Prév. Annuelle	Engag.	Taux (%)	Prév. Annuelle	Engag.	Taux (%)	Valeur	Taux (%)
Charges fin. de la Dette Pub	132 900	128 497,2	96,7	153 900	139 372,7	90,6	10 875,5	8,5
Dépenses de Personnel	375 450	355 939,5	94,8	374 750	367 036,6	97,9	11 097,1	3,1
Dép d'acquis de biens et services	99 027	90 814,8	91,7	94 722	94 700,0	100,0	3 885,2	4,3
Dépenses de Transferts	192 658	176 212,8	91,5	201 117	174 459,2	86,7	-1 753,6	-1,0
TOTAL	800 035	751 464,3	93,9	824 489	775 568,4	94,1	24 104,1	3,2

Source: DGB, sur la base des données de l'état SIGFIP, janvier 2020

B.1.2 Dépenses en capital

Les crédits d'investissement exécutés à fin décembre 2019 s'établissent respectivement en engagement et en ordonnancement à **349 947,5 millions de FCFA** et **319 982,1 millions de FCFA** représentant 79,6% et 72,8% des prévisions annuelles de montant **439 800 millions de FCFA**. Ils ont permis de couvrir en priorité, les contreparties nationales au financement des projets et le paiement régulier des décomptes sur les projets prioritaires en cours d'exécution sur ressources nationales.

Sur financement intérieur, les dépenses d'investissement ont été engagées pour un montant de 234 575,4 millions de FCFA et ordonnancées à hauteur de 217 915,9 millions de FCFA, soit respectivement des taux d'engagement et

d'ordonnancement de 112,3% et 104,4%. Les secteurs ayant tiré à la hausse la consommation des crédits d'investissement sur ressources intérieur au cours de l'année 2019 sont : l'économie numérique (105,2%), le cadre de vie (108,2%) ; l'énergie (114,3%).

En ce qui concerne les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures, elles s'établissent en engagement à 115 372,1 millions de FCFA correspondant à 49,9% des prévisions annuelles et en ordonnancement à 102 066,2 millions de FCFA représentant 44,2% de l'objectif à fin décembre.

L'exécution des dépenses en capital à fin décembre 2018 et 2019 est retracée dans le tableau n° 12.

Tableau n° 12 : Engagements des dépenses en capital au 31 décembre 2019

En millions de FCFA								
Nature des dépenses	2018			2019			ECARTS (b-a)	
	Prév. Annuelle	Engag. (a)	Taux Engag. (%)	Prév. Annuelle	Engag. (b)	Taux Engag. (%)	Valeur	Taux d'accrois. (%)
Dép. Cap financement Intérieur	273 331	302 213,9	110,6	08 800	234 575,4	112,3	-67 638,5	- 22,4
Dép. Cap financement extérieur	225 700	163 998,4	72,7	231 000	115 372,1	49,94	-48 626,3	-29,7
*Prêts	160 000	135 302,9	84,6	163 478	48 529,6	29,7	-86 773,3	- 64,1
*Dons	65 700	28 695,5	43,7	67 522	66 842,5	99,0	38 147,0	132,9
TOTAL	499 031	466 212,3	93,4	439 800	349 947,5	79,6	-116 264,8	- 24,9

Source : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFIP et la CAA, janvier 2020

B.2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics

B.2.1 Dépenses de fonctionnement et charges de la pension

Les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB à fin décembre 2019 sont exécutées à hauteur de **88 359,2 millions de FCFA** correspondant à un taux d'engagement de 103,4% sur une prévision annuelle de 85 450 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 2 595,7 millions de FCFA par rapport au niveau atteint à fin décembre 2018. La progression de 3% s'explique par la poursuite de l'application de la mesure d'apurement des arriérés de pensions dus au titre des années 2011 et 2012 et mis en paiement par le Gouvernement.

En ordonnancement, les dépenses du Fonds National des Retraites du Bénin ressortent à fin décembre 2019 à 88 127,6 millions de FCFA.

B.3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Les crédits consommés au titre des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) à fin décembre 2019 s'établissent à **7 089,4 millions de FCFA**, soit 30,4% de la prévision annuelle de 23 302 millions de FCFA. Le détail sur l'exécution des crédits des Comptes d'Affectation Spéciale se présente tel que retracé dans le tableau n°13 ci-après.

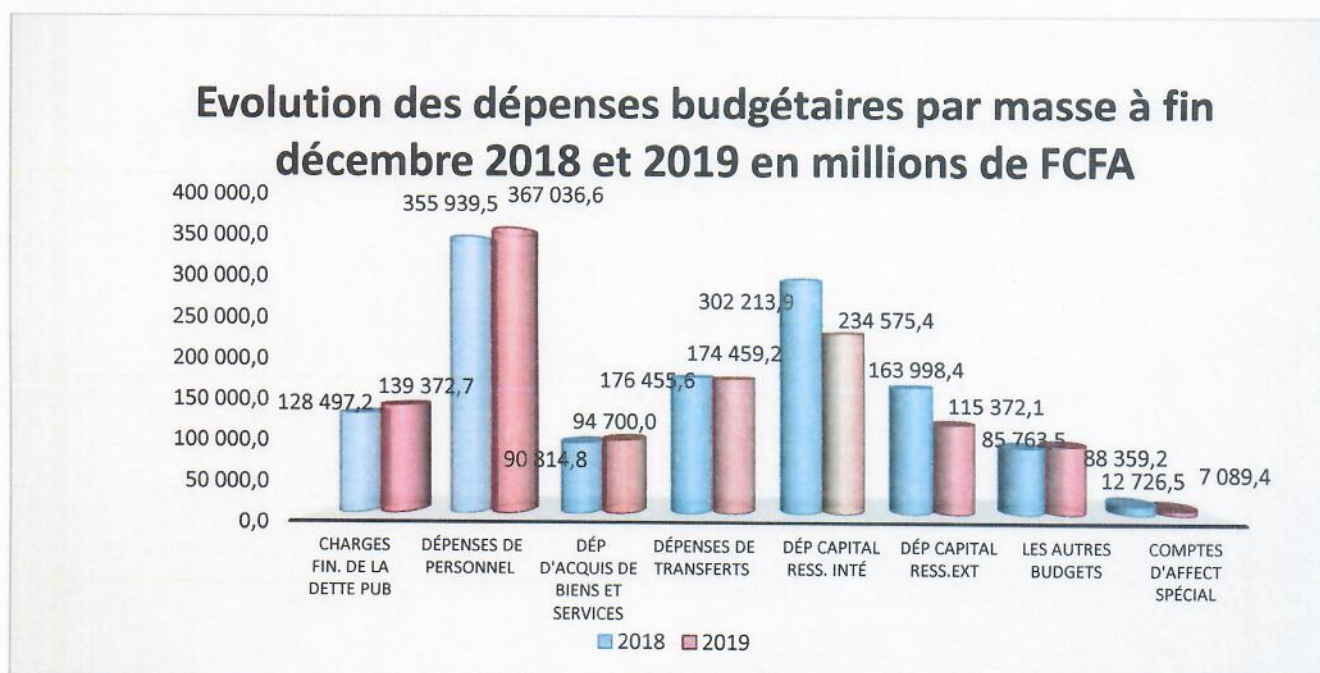
Tableau n° 13 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation Spéciale au 31 décembre 2019.

En millions de FCFA				
Comptes	Prévisions 2019	Montants Engagés	Montants Ordonnancés	Taux (%)
Opération Militaire à l'Extérieur	16 000	3 917,99	3 917,99	24,5
Compte Promotion de la Recherche Agricole	4 500	0	0	0,0
Modernisation des Régies Financières	2 000	1 568,52	1 315,45	78,4
Prévention et Gestion des Catastrophes	802	533,94	533,947	66,6
Partenariat Mondial pour l'Education	0	1068,96	542,036	
Total	23 302	7 089,41	6 309,42	30,4

20Source : MEF/DGB/DGTCP, janvier 2020

L'évolution de l'exécution des dépenses à fin décembre 2018 et 2019 est retracée par le graphique ci-après :

Graphique n° 2 : Dépenses par grande masse à fin décembre 2018 et 2019, en millions de FCFA.



Source : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFIP, janvier 2020

C- Solde budgétaire d'exécution au 31 décembre 2019

Les principaux soldes budgétaires issus de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019, sur la base des dépenses ordonnancées, se présentent tels que récapitulés dans le tableau n°14 ci-après.

Tableau n° 14 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 décembre 2019

En millions FCFA			
Eléments	Recettes (a)	Dépenses (b)	Solde (b-a)
Budget Général et Comptes d'Affectation	1 178 512,1	1 088 745,9	89 766,2
FNRB	43 119,9	88 127,6	- 45 007,7
Solde global d'exécution budgétaire	1 221 632,1	1 176 873,6	44 758,5
Source : MEF/DGB, janvier 2020			

III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2019

A- Mobilisation des ressources

A fin décembre 2019, les ressources de trésorerie mobilisées ressortent à **635 941,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 665 641 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation de **95,5%**. Elles sont tirées par les émissions de bons du trésor (101 093 millions de FCFA) et d'obligations internationales (325 000 millions de FCFA).

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie est récapitulé dans le tableau n° 15 ci-après :

Tableau n° 15 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 décembre 2019

En millions de FCFA			
NATURE	Prévision annuelle 2019	Réal. au 31 Décembre	Taux (%)
Remboursement prêts et avances	137,0	38,6	28,2
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	243 209,0	93 741,7	38,5
Emprunt extérieur (prêts et dons)	208 609	68 569,2	32,9
Prêts projet	163 478,0	35 223,7	21,5
Prêts programmes	45 131	33 345,5	73,9
Financement banques locales	34 600	25 172,6	72,8
Tirage sur FMI	24 400	25 747,8	105,5
Autres ressources de trésorerie	397 895,0	191 413,0	48,1
Obligations du trésor	347 895,0	90 320,0	26,0

Bons du trésor	50 000	101 093,0	202,2
Obligation internationale	0	325 000,0	
Dépôt des correspondants du trésor	0	-	
Total	665 641	635 941,1	95,5

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, janvier 2020

B- Exécution des charges de Trésorerie

Sur une prévision annuelle de **504 502 millions de FCFA**, les charges de trésorerie sont exécutées à fin décembre 2019, à hauteur de **547 720,6 millions de FCFA** correspondant à un taux d'exécution de 108,6%. Ce niveau d'exécution s'explique en partie par les remboursements des bons du trésor infra-annuels émis au cours de l'année 2019.

Comparativement à l'année 2018, les charges de trésorerie enregistrent une diminution de 197 646,5 millions de FCFA. Ce recul est lié aux opérations de reprofilage de la dette effectuées en 2018 et non reconduites au titre de la gestion 2019.

Par nature, l'exécution des charges de trésorerie est présentée dans le tableau n°16 ci-dessous :

Tableau n° 16 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2019

En millions de FCFA			
Nature	Prévision annuelle 2019	Réalisations au 31 décembre	Taux en (%)
Prêts et avances	3827	-	
Amortissement emprunts obligataires	167 244	167 243,2	100,0
Amortissement tirages FMI	12 500	11 245,9	90,0
Amortissement emprunts extérieurs	38 239	41 710,5	109,1
Amortissement Bons du Trésor	180 112	239 258,0	132,8
Indemnités de vacation des enseignants	18 000	18 848,6	104,7
Amortissement dettes banques locales	74 580	59 414,5	79,7
Variation des instances de paiement	10 000	10 000	100,0
Variation des comptes des correspondants	0	-	
Total	504 502	547 720,6	108,6

Source: MEF/DGTCP/CAA/DGB, janvier 2020

Le tableau de financement de l'exécution à fin décembre de la loi de finances pour la gestion 2019 se présente comme ci-après :

Tableau n° 17 : Tableau de financement d'exécution de la loi de finances, gestion 2019 à fin décembre 2019.

Montants (en millions de FCFA)	
Besoins de financement	502 962,1
Charges de trésorerie	547 720,6
1- Prêts et avances	-
2-Amortissement emprunts obligataires	167 243,2
3-Amortissement tirages FMI	11 245,9
4-Amortissement des emprunts extérieurs	41 710,5
5- Amortissement Bons du Trésor	239 258,0
6- Amortissement des emprunts banques locales	59 414,5
7 - Retrait des correspondants du trésor	-
8-Autres charges de trésorerie	28 848,6
<i>Variation des instances de paiement</i>	10 000,0
<i>Indemnités de vacation des enseignants</i>	18 848,6
9- Solde budgétaire déficitaire (base ordonnancement)	- 44 758,5
Ressources de financement	635 941,1
1-Remboursement prêts et avances	38,6
2-Emissions de dettes à moy. et long termes	93 741,7
<i>Prêts-programmes</i>	33 345,5
<i>Prêts-projets</i>	35 223,7
<i>Prêts Banques locales</i>	25 172,6
3-Tirage sur FMI	25 747,8
4-Autres ressources de trésorerie	191 413,0
° <i>Bons de trésor</i>	101 093,0
° <i>Obligations du trésor</i>	90 320,0
5- Tirage pour le reprofilage de la dette	325 000,0
6- Dépôt des correspondants du trésor	-
Solde de financement au 31 décembre 2019 (-=déficit)	132 979,0
<i>Source : MEF/DGB, janvier 2020</i>	

IV. MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE L'ANNEE 2019

A fin décembre 2019, l'exécution de la loi n°2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019 a connu diverses procédures légales de modifications des crédits budgétaires, notamment des procédures

de virement de crédits, de transfert de crédits, de dépassement de crédits, d'annulation de crédits, de report de crédits et d'ouverture de fonds de concours.

Le tableau ci-après retrace les mouvements de crédits intervenus au cours de l'année 2019.

Tableau n° 18 : Liste des mouvements de crédits à fin décembre 2019 (en FCFA)

SECTION

MOUVEMENTS DE CREDITS

	Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
11	1 301 101 000		34 317 500				1 301 101 000
15	450 000 000		20 787 000				450 000 000
20	20 053 611 000	1 011 205 000	204 205 000	1 245 290 340	-		21 298 901 340
22	39 911 065 000	-	448 595 000	6 555 403 154	-	-	46 466 468 154
25	15 516 655 000	4 900 000 000	-	7 332 642 618			22 849 297 618
26	15 926 296 000	96 617 200	96 617 200				15 926 296 000
27	14 217 623 000	160 000 000	177 002 000				14 217 623 000
32	26 742 805 000	-	-	2 204 964 918	-	-	28 947 769 918
34	68 216 316 000	13 594 611 000	16 355 656 000	8 400 111 051	-	-	76 616 427 051
35	3 329 208 000		83 000 000				3 329 208 000
36	63 609 803 000	418 025 000	827 732 000	5 670 522 935	-	-	69 280 325 935
37	51 488 532 000	620 000 000	1 538 062 338	9 626 804 000	-	33 432 379 970	94 547 715 970
39	59 751 827 000	2 118 939 000	2 506 314 000	1 336 005 000	-	38 769 033 272	99 856 865 272
40	58 365 223 000	-	6 865 687 000	3 426 518 540	-	-	61 791 741 540
41	6 173 013 000		15 249 861				
44	60 974 754 000	2 891 000 000	2 935 061 000	-	-	-	60 974 754 000

46	MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	7 594 243 000	-	62 101 000	-	-	4 274 083 018	11 868 326 018
51	MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	63 231 493 000	20 713 678 000	8 809 273 000	-	-	-	63 231 493 000
60	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	38 918 349 000	100 000 000	621 685 000	-	-	-	38 918 349 000
61	MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	47 240 343 000	228 350 000	449 712 000	-	-	-	47 240 343 000
62	MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	114 051 648 000	-	868 000 000	510 140 915	-	-	114 561 788 915
63	MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	75 006 732 000	80 000 000	1 536 085 000	-	-	-	75 006 732 000
64	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION	28 329 265 000	58 750 000	58 750 000	1 338 945 166	-	-	29 668 210 166
76	MINISTÈRE DE L'EAU ET DES MINES	58 656 160 000	1 362 034 270	779 871 747	-	1 821 594 066	-	60 477 754 066
78	CHARGES NON RÉPARTIES		16 391 000 000	2 550 206 000	20 001 866 213	-	-	20 001 866 213
78	COMPTES SPÉCIAUX			2 184 027 330		2 813 779 771		2 813 779 771

CONCLUSION

L'exécution au 31 décembre de la loi de finances pour la gestion 2019 affiche, en termes de mobilisation de ressources un montant de 1 857 573,2 millions de FCFA et d'exécution de charges un niveau de 1 768 685,2 millions de FCFA et 1 724 594,2 millions de FCFA respectivement en engagement et en ordonnancement.

Ces résultats attestent de la robustesse du dispositif de pilotage de l'exécution budgétaire mis en place depuis 2016 par le Gouvernement. Bien qu'elle soit éprouvée en début de gestion par l'application des nouveaux textes qui encadrent la commande publique, l'exécution budgétaire pour 2019 affiche des résultats tangibles qui consolident la politique budgétaire de l'Etat.

En ce qui concerne le solde budgétaire global, il est ressorti excédentaire à 44 758,5 millions de FCFA. Il en est de même du solde de financement qui est établi à **132 979 millions de FCFA.**

Cotonou, le 31 MAR 2020

LE DIRECTEUR GENERAL
DU BUDGET



Rodrigue S. CHAOU